

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42750]

**10 MARS 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 complétant le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le Règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission ;

Vu le Règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les Règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le Règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.195, D.196 et D.242 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels, les articles 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, 4, alinéa 2, 6, 15, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, 19, § 2, 31, alinéa 1<sup>er</sup>, et 37 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 », l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels.

**Art. 2.** En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, le demandeur pour être reconnu comme organisation :

1<sup>o</sup> est composé de minimum quinze producteurs ;

2<sup>o</sup> a une valeur minimale de production commercialisable de 300.000 d'euros ;

3<sup>o</sup> a, lorsqu'il met en œuvre un programme opérationnel, une valeur minimale de production commercialisable de 500.000 euros.

Lorsqu'il s'agit d'organisations se consacrant à une production à petite échelle, l'alinéa 1<sup>er</sup> ne fait pas obstacle à la reconnaissance. L'on entend par production à petite échelle, la production qui a une valeur minimale de production commercialisée de 100.000 euros maximum.

**Art. 3.** En application de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, afin de pouvoir bénéficier de la reconnaissance, les organisations précisent dans leurs statuts qu'elles sont constituées pour une période minimale d'un an.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, les actions suivantes visées par l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du même arrêté sont :

1<sup>o</sup> l'arrachage de vergers et arbustes qui permettent de développer et favoriser la durabilité de la filière ;

2<sup>o</sup> l'achat de matériel expérimental, d'équipement pour la réalisation d'essais en champ ou en laboratoire et participation aux frais de recherche ou d'expérimentation, notamment, s'il s'agit de nouvelles méthodes de production pour produire de façon durable :

a) face aux organismes nuisibles ;

b) pour protéger l'environnement, soutenir les bonnes pratiques, développer les actions favorables à l'environnement, réduire les pesticides et utiliser des méthodes alternatives ;

3° le développement ou l'adaptation de logiciels ou la création de site internet ou intranet qui permettent l'échange d'information entre les membres et les gestionnaires de l'organisation de producteurs et la commercialisation qui permettent une planification et une commercialisation efficace et rapide ainsi qu'une traçabilité complète des produits ;

4° la gestion :

a) des déchets liés aux pratiques culturales ;

b) environnementale des déchets verts à l'exploitation ou en station ;

c) environnementale des déchets non verts ;

d) d'un projet global de collecte sélective des déchets verts et non verts au cours du traitement des produits en station ;

5° tout autre investissement dans des actifs corporels ou incorporels dans la recherche et les méthodes de production expérimentales et innovantes.

Le bénéficiaire conserve la propriété et la possession de l'investissement pour une durée minimale de cinq années à partir de l'acquisition ou de la mise à disposition conformément à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, b), du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021. Il respecte la nature, les objectifs et l'utilisation de l'investissement prévu dans son programme opérationnel.

§ 2. Les actions de services de conseil et d'assistance technique, d'études et de diagnostics qui soutiennent la mise en place des systèmes de garantie de la qualité et qui permettent d'atteindre un ou plusieurs des effets environnementaux visés à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 sont :

1° la réduction de l'usage des pesticides chimiques ;

2° la réduction des résidus ;

3° la production biologique ;

4° les nouvelles techniques culturales ;

5° le système de conduite et de taille ;

6° les méthodes de production réduisant l'impact du changement climatique ;

7° les pratiques favorables à la biodiversité ;

8° toute autre action de service de conseil et d'assistance technique, d'étude et de diagnostic qui soutient la mise en place des systèmes de garantie de la qualité et qui permettent d'atteindre un ou plusieurs des effets environnementaux.

§ 3. Les actions de formation, y compris l'accompagnement et l'échange de bonnes pratiques suivantes visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 sont :

1° les outils informatiques qui poursuivent les objectifs de mesures de planification de la production, de mesures de logistique et d'amélioration de la commercialisation ;

2° les méthodes de production plus respectueuses de l'environnement comme l'agriculture biologique, la production intégrée ou la gestion intégrée des parasites ainsi que les autres questions relatives à l'environnement y compris la biodiversité, des pratiques qui permettent d'atténuer et de s'adapter au changement climatique ;

3° les qualités du produit y compris les résidus de pesticides ;

4° les pratiques commerciales ;

5° toute autre action de formation, y compris l'accompagnement et l'échange de bonnes pratiques.

§ 4. Les actions dans le cadre de la production biologique ou intégrée servant à orienter le secteur vers ce type de production et à les mettre en avant visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 sont :

1° l'utilisation de semences et plants certifiés ;

2° la constitution, l'extension, la modernisation ou la gestion d'un réseau d'avertissement ;

3° l'achat de petits matériels, de petits outillages, de produits et d'auxiliaires de culture destinés à limiter ou à remplacer l'utilisation d'intrants chimiques ;

4° la lutte contre les ravageurs et maladies par :

a) l'utilisation de produits biologiques ou méthodes alternatives ou complémentaires aux pesticides chimiques ;

b) l'utilisation de produits qui laissent zéro à deux types de résidus maximum ;

c) l'utilisation de champignons antagonistes alternatifs à l'usage des produits phytopharmaceutiques ;

5° la diversification des cultures légumières ;

6° le paillage végétal en verger et le paillage végétal, biodégradable ou réutilisable en culture maraichère ;

7° l'enherbement en verger ;

8° l'utilisation du réseau d'avertissement ;

9° la pose de voiles ;

10° l'amélioration de la pollinisation pour la qualité des productions et la pollinisation biologique naturelle en plein champ ;

11° l'appui à la préservation des variétés végétales menacées de disparition ;

12° l'appui aux systèmes de production à haut potentiel écologique comme les pré-vergers ;

13° la lutte contre les nuisances sonores et olfactives ;

14° l'obtention ou le maintien de démarches reconnues à caractère environnemental ;

15° toute autre action dans le cadre de la production biologique ou intégrée servant à orienter le secteur vers ce type de production.

L'organisation de producteurs respecte un cahier des charges de production biologique pour une durée de cinq ans dans son programme opérationnel. A défaut, elle maintient l'action dans un programme ultérieur pour atteindre le minima de cinq ans.

De surcroît, une certification de la production par un organisme accrédité par le Service Public Fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie intervient pour que la dépense soit admissible.

§ 5. Les actions engagées dans un objectif d'amélioration de la durabilité et de l'efficacité du transport et du stockage des produits qui permettent de diminuer les émissions de gaz à effet de serre visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 sont :

- 1° optimisation du stockage avec une gestion de l'espace ;
- 2° optimisation de la logistique et du transport de l'exploitation au site de traitement et du conditionnement ;
- 3° utilisation de conditionnement durable ;
- 4° amélioration de l'efficacité énergétique ;
- 5° toute autre action engagée dans un objectif d'amélioration de la durabilité et de l'efficacité du transport et du stockage des produits qui permet de diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

§ 6. Les actions visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 portent sur :

1° les frais de communication, de promotion et de publicité permettant d'accroître la notoriété de l'OP portant spécifiquement sur :

- a) le terroir ;
  - b) les variétés ;
  - c) la qualité différenciée ;
  - d) les qualités nutritionnelles et organoleptiques ;
  - e) la saisonnalité ;
  - f) les nouvelles méthodes de production respectueuses environnement ;
  - g) la diversité des modes production et des profils de producteurs ;
  - h) la production biologique ;
- 2° les frais de participation à des salons professionnels ;
  - 3° la création de logos spécifiques ;
  - 4° la création ou développement de site internet commercial ;
  - 5° les frais d'études de marché ;
  - 6° toute autre action de promotion, la communication et la commercialisation.

Les actions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> poursuivent au moins l'un des objectifs suivants :

- 1° stimuler la demande des consommateurs ;
- 2° promouvoir la production régionale ;
- 3° promouvoir la consommation régionale ;
- 4° augmenter la visibilité des produits wallons en circuits-courts et longs ;
- 5° promouvoir les particularités, la différenciation et la segmentation des produits.

§ 7. Les actions qui permettent de soutenir la production de qualité, d'accroître la valeur commerciale du produit, de produire en tenant compte des exigences de la culture et du marché global, de valoriser les produits finis à leur juste valeur visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 sont :

- 1° le maintien de la qualité ;
- 2° l'amélioration de la qualité ;
- 3° le développement de la qualité différenciée ;
- 4° l'évolution des critères de qualité ;
- 5° la mise en place des référentiels de qualité différenciée avec des cahiers des charges ;
- 6° les analyses ;

7° toute autre action qui permet de soutenir la production de qualité, d'accroître la valeur commerciale du produit, de produire en tenant compte des exigences de la culture et du marché global, de valoriser les produits finis à leur juste valeur.

§ 8. Les actions de mise en œuvre des systèmes de traçabilité et de certification visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 8°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 sont :

- 1° les frais d'analyses et de contrôles de la qualité des facteurs de production primaire ;
- 2° les frais d'analyses et de contrôles de la qualité des produits frais ou qui ont subi une transformation primaire ;
- 3° les frais d'audit externe et de certification pour répondre à un cahier des charges allant au-delà des exigences légales, au niveau des exploitations des producteurs membres et sur le ou les sites d'exploitation de l'organisation de producteurs ;
- 4° toute autre action de mise en œuvre des systèmes de traçabilité et de certification.

§ 9. Les actions qui visent l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, afin de diminuer les émissions de gaz à effets de serre et d'augmenter la résilience vis-à-vis du changement climatique visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 sont :

- 1° la mise en place de méthodes de production adaptées ;
- 2° la participation à des projets de recherche ;
- 3° l'essai de pratiques culturelles ;
- 4° l'utilisation d'emballages écologiques ;
- 5° l'utilisation d'outils d'optimisation de la logistique ;
- 6° toute autre action qui vise l'atténuation et l'adaptation du changement climatique.

En ce qui concerne les méthodes de productions adaptées visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, il peut s'agir de replantation de vergers à condition que le bénéficiaire respecte les dispositions du Règlement (UE) n° 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 228/2013, (UE) n° 652/2014 et (UE) n° 1143/2014 et abrogeant les Directives du Conseil 69/464/CEE, 74/647/CEE, 93/85/CEE, 98/57/CE, 2000/29/CE, 2006/91/CE et 2007/33/CE. En outre, les dépenses admissibles n'excèdent pas 20 % des dépenses totales du programme opérationnel.

§ 10. En situation de crise, l'organisation a la possibilité de mettre en œuvre un fonds de mutualisation visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 10°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023. Le montant de ces frais, pour être admissible, est limité à un certain pourcentage de la valeur du fonds constitué. Ce pourcentage s'élève maximum :

- 1° à 20 % de la contribution du bénéficiaire au capital du fond la première année ;
- 2° à 16 % de la contribution du bénéficiaire au capital du fond la seconde année ;
- 3° à 8 % de la contribution du bénéficiaire au capital du fond la troisième année.

Il peut s'agir des frais d'ouverture et de gestion de compte ainsi que des frais de personnel en charge de la gestion du fonds. Le programme opérationnel ne peut pas être utilisé pour constituer le fonds lui-même. Le montant des frais est versé une seule fois et uniquement durant les trois premières années.

Le fond de mutualisation est constitué sur un compte bloqué. Il est débloqué lorsque la situation de crise telle que visée au paragraphe 12 est reconnue.

§ 11. En situation de crise, visée au paragraphe 12, le bénéficiaire peut faire prendre en charge toute activité de promotion et de communication qui incite les consommateurs à soutenir les producteurs, visée à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 11°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, par le programme opérationnel.

§ 12. En application de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, la situation de crise est la situation qui est reconnue par le ministre en fonction des prix du marché et des données officielles météorologiques.

**Art. 5.** En application de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, le paiement de l'aide s'effectue par tranche annuelle après les contrôles administratifs prévus.

Le montant des tranches annuelles versées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> correspond au rapport entre le montant de l'aide déterminé conformément à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, et la durée du programme opérationnel.

**Art. 6.** En application de l'article 19, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, les coûts administratifs et de personnel s'élèvent à 25 euros brut par heure avec un maximum de 1720 heures prestées annuellement par personne en temps plein. Lorsque le personnel est à temps partiel, un prorata est calculé en fonction de son temps de travail.

**Art. 7.** En application de l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, l'organisation reconnue introduit auprès du service compétent visé à l'article 8, une demande d'extension des règles qui comporte au minimum les éléments suivants :

- 1° l'identification de l'organisation et le secteur concerné ;
- 2° la preuve de la représentativité de l'organisation en Région wallonne ;
- 3° les accords, les décisions ou les pratiques concertées dont elle souhaite l'extension ainsi que la motivation de la demande ;
- 4° la période d'application.

La preuve de la représentativité mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, s'apprécie par un ratio calculé en comparant le nombre de membres et le nombre de producteurs du produit concerné. Le ratio atteint 97 % pour être représentatif.

**Art. 8.** En application de l'article 37 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023, l'organisme payeur de Wallonie de l'administration est désigné comme service compétent chargé des missions prévues aux points 1° à 3°, 5° et 6°. Le Département des Politiques européennes et des Accords internationaux de l'Administration est désigné comme service compétent chargé de la mission prévue au point 4° dudit arrêté.

Namur, le 10 mars 2023.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42750]

**10. MÄRZ 2023 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsesektor sowie über die operationellen Programme**

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2017/891 der Kommission vom 13. März 2017 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Sektoren Obst und Gemüse sowie Verarbeitungserzeugnisse aus Obst und Gemüse und zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die in diesen Sektoren anzuwendenden Sanktionen und zur Änderung der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 543/2011 der Kommission;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.195, D.196 und D.242;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsesektor sowie über die operationellen Programme, Artikel 1 Ziffer 8, Artikel 4 Absatz 2, Artikel 6 und 15 Paragraph 1 Absatz 2 und 3, Artikel 19 Paragraph 2, Artikel 31 Absatz 1 und Artikel 37;

Aufgrund des Berichts vom 18. November 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 16. November abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023" den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsesektor sowie über die operationellen Programme.

**Art. 2** - In Anwendung von Artikel 4 Paragraph 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 muss der Antragsteller, um als Organisation anerkannt zu werden, folgende Bedingungen erfüllen:

1° er setzt sich aus mindestens fünfzehn Erzeugern zusammen;

2° weist einen Mindestwert der marktfähigen Erzeugung von 300.000 Euro auf;

3° weist bei der Umsetzung eines operationellen Programms einen Mindestwert der marktfähigen Erzeugung von 500.000 Euro auf.

Bei Organisationen mit einer Erzeugung in kleinen Mengen stellt Absatz 1 kein Hindernis für die Anerkennung dar. Als Erzeugung in kleinen Mengen gilt die Erzeugung mit einem vermarkteten Mindestwert von höchstens 100.000 Euro.

**Art. 3** - In Anwendung von Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 legen die Organisationen, damit sie anerkannt werden können, in ihren Satzungen fest, dass sie für einen Zeitraum von mindestens einem Jahr gebildet werden.

**Art. 4** - § 1. In Anwendung von Artikel 15 Paragraph 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 sind die in Artikel 15 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 1 desselben Erlasses genannten Maßnahmen die folgenden:

1° die Rodung von Obstgärten und Sträuchern zwecks Entwicklung und Förderung der Nachhaltigkeit des Sektors;

2° der Kauf von Versuchsmaterial, Ausrüstung für die Durchführung von Feld- oder Laborversuchen und die Beteiligung an den Forschungs- oder Versuchskosten, insbesondere, wenn es sich um neue Produktionsmethoden zur nachhaltigen Erzeugung handelt:

a) gegen Schadorganismen;

b) zum Schutz der Umwelt, zur Unterstützung bewährter Verfahren, zur Entwicklung umweltfreundlicher Maßnahmen, zur Verringerung des Einsatzes von Schädlingsbekämpfungsmitteln und zur Nutzung alternativer Methoden;

3° die Entwicklung oder Anpassung von Software oder die Einrichtung von Internet- oder Intranetseiten zum Austausch von Informationen zwischen den angeschlossenen Erzeugern und Verwaltern der Erzeugerorganisation sowie zur Vermarktung für eine effiziente und schnelle Planung und Vermarktung sowie eine vollständige Rückverfolgbarkeit der Erzeugnisse;

4° die Bewirtschaftung:

a) von Abfällen in Verbindung mit Anbaupraktiken;

b) bzw. die umweltschützende Bewirtschaftung organischen Abfalls auf dem Betrieb oder am Standort;

c) bzw. die umweltschützende Bewirtschaftung nicht organischen Abfalls;

d) eines umfassenden Projekts zur getrennten Sammlung von organischem und nicht organischem Abfall während der Verarbeitung der Erzeugnisse am Standort;

5° jede andere Investition in materielle oder immaterielle Vermögenswerte im Bereich der Forschung und experimenteller und innovativer Produktionsmethoden.

Der Begünstigte behält das Eigentum und den Besitz der Investition für einen Zeitraum von mindestens fünf Jahren ab dem Erwerb oder der Bereitstellung gemäß Artikel 11 Absatz 1 Unterabsatz 1 Buchstabe b der Verordnung (EU) 2022/126 vom 7. Dezember 2021. Er beachtet die Art, die Ziele und die Verwendung der Investition, die in seinem operationellen Programm vorgesehen ist.

§ 2. Die Maßnahmen der Beratungsdienste und Dienste für technischen Beistand, Studien und Diagnosen, die die Einrichtung von Qualitätssicherungssystemen unterstützen und die es ermöglichen, eine oder mehrere der in Artikel 15 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannten Umweltauswirkungen zu erreichen, sind die folgenden:

1° die Verringerung des Einsatzes von chemischen Schädlingsbekämpfungsmitteln;

2° die Verringerung von Rückständen;

3° die ökologische/biologische Produktion;

4° neue Anbautechniken;

5° das System der Erziehung und des Beschneidens;

6° Produktionsmethoden, die die Auswirkungen des Klimawandels verringern;

7° Verfahren zur Förderung der Biodiversität;

8° jede andere Maßnahme eines Beratungsdienstes und eines Dienstes für technischen Beistand, Studien und Diagnosen, die die Einrichtung von Qualitätssicherungssystemen unterstützt und die es ermöglicht, eine oder mehrere der Umweltauswirkungen zu erreichen.

§ 3. Die in Artikel 15 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannten Ausbildungsmaßnahmen, einschließlich der Begleitung und des Austauschs bewährter Verfahren, sind die folgenden:

1° IT-Tools, die die Ziele von Maßnahmen zur Produktionsplanung, von Logistikmaßnahmen und von Maßnahmen zur Verbesserung der Vermarktung verfolgen;

2° umweltfreundlichere Produktionsmethoden wie biologische Landwirtschaft, integrierte Erzeugung oder integrierte Schädlingsbekämpfung sowie andere Umweltfragen einschließlich der Biodiversität, Praktiken, die es ermöglichen, den Klimawandel abzuschwächen und sich an ihn anzupassen;

3° Qualität des Erzeugnisses einschließlich Pestizidrückstände;

4° Handelspraktiken;

5° jede andere Ausbildungsmaßnahme, einschließlich der Begleitung und des Austauschs bewährter Verfahren.

§ 4. Die in Artikel 15 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannten Maßnahmen im Rahmen der ökologischen/biologischen Produktion oder der integrierten Erzeugung, die dazu dienen, den Sektor auf diese Art der Erzeugung auszurichten und letztere hervorzuheben, sind die folgenden:

1° die Verwendung von zertifizierten Samen und Setzlingen;

2° der Aufbau, die Erweiterung, die Modernisierung oder die Verwaltung eines Warnnetzes;

3° der Kauf von Kleinmaterial, Kleinwerkzeugen, Produkten und Nützlingen, die den Einsatz von chemischen Produktionsmitteln einschränken oder ersetzen sollen;

4° die Bekämpfung von Schädlingen und Krankheiten durch:

a) den Einsatz von ökologischen/biologischen Produkten oder alternativen oder ergänzenden Methoden zu chemischen Schädlingsbekämpfungsmitteln;

b) die Verwendung von Produkten, die null bis maximal zwei Arten von Rückständen hinterlassen;

c) die Verwendung von antagonistischen Pilzen als Alternative zum Einsatz von Pflanzenschutzmitteln;

5° die Diversifizierung des Gemüseanbaus;

6° pflanzliches Mulchen in Obstgärten und pflanzliches, biologisch abbaubares oder wiederverwendbares Mulchen im Gemüseanbau;

7° die Begrünung im Obstgarten;

8° die Verwendung des Warnnetzes;

9° das Anlegen von Schleiern;

10° die Verbesserung der Bestäubung für die Qualität der Erzeugnisse und die natürliche biologische Bestäubung im Freiland;

11° die Förderung der Erhaltung von gefährdeten Pflanzensorten;

12° die Förderung von Produktionssystemen mit hohem ökologischem Potenzial, wie z.B. Obstbaumanlagen;

13° die Bekämpfung von Lärm- und Geruchsbelästigungen;

14° die Erlangung oder Aufrechterhaltung von anerkannten umweltbezogenen Maßnahmen;

15° jede andere Maßnahme im Rahmen der ökologischen/biologischen Produktion oder der integrierten Erzeugung, die dazu dient, den Sektor auf diese Art der Erzeugung auszurichten.

Die Erzeugerorganisation hält in ihrem operationellen Programm für einen Zeitraum von fünf Jahren ein Lastenheft für die ökologische/biologische Produktion ein. Andernfalls führt sie die Maßnahme in einem nachfolgenden Programm fort, um die Mindestdauer von fünf Jahren zu erreichen.

Darüber hinaus ist eine Bescheinigung der Erzeugung durch eine vom Föderalen Öffentlichen Dienst Wirtschaft, KMB, Mittelstand und Energie akkreditierte Stelle Voraussetzung für die Förderfähigkeit der Ausgaben.

§ 5. Die mit dem Ziel der Verbesserung der Nachhaltigkeit und der Effizienz des Transports und der Lagerung von Erzeugnissen eingeleiteten Maßnahmen, die eine Verringerung der in Artikel 15 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannten Treibhausgasemissionen ermöglichen, sind die folgenden:

- 1° Optimierung der Lagerung mit einer Raumplanung;
- 2° Optimierung der Logistik und des Transports vom Betrieb zum Verarbeitungs- und Verpackungsstandort;
- 3° Verwendung von nachhaltiger Verpackung;
- 4° Verbesserung der Energieeffizienz;

5° jede andere Maßnahme zur Verbesserung der Nachhaltigkeit und der Effizienz des Transports und der Lagerung von Erzeugnissen, die eine Verringerung der Treibhausgasemissionen ermöglicht.

§ 6. Die in Artikel 15 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannten Maßnahmen beziehen sich auf:

1° die Kosten für Kommunikation, Förderung und Werbung zwecks Steigerung des Bekanntheitsgrades der Erzeugerorganisation, und zwar in Bezug auf folgende Punkte:

- a) das Herkunftsgebiet;
  - b) die Sorten;
  - c) die differenzierte Qualität;
  - d) die Nährwerte und die organoleptischen Werte;
  - e) die Saisonalität;
  - f) die neuen umweltfreundlichen Produktionsmethoden;
  - g) die Vielfalt der Produktionsmethoden und der Erzeugerprofile;
  - h) die ökologische/biologische Produktion;
- 2° die Kosten für die Teilnahme an Fachmessen;
  - 3° die Schaffung von spezifischen Logos;
  - 4° die Erstellung oder Entwicklung einer gewerblichen Website;
  - 5° die Kosten für Marktforschung;
  - 6° jede andere Maßnahme zur Förderung, Kommunikation und Vermarktung.

Die in Absatz 1 genannten Maßnahmen verfolgen mindestens eines der folgenden Ziele:

- 1° Anregung der Verbrauchernachfrage;
- 2° Förderung der regionalen Erzeugung;
- 3° Förderung des regionalen Verbrauchs;
- 4° die Sichtbarkeit der wallonischen Erzeugnisse aus dem kurzen und langen Vertriebsweg erhöhen;
- 5° die Besonderheiten, die Differenzierung und die Segmentierung der Erzeugnisse fördern.

§ 7. Die in Artikel 15 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannten Maßnahmen zur Unterstützung der Qualitätsproduktion, zur Steigerung des Handelswerts des Erzeugnisses, zur Erzeugung unter Berücksichtigung der Anforderungen der Kultur und des globalen Marktes, zur Aufwertung der Endprodukte zu ihrem angemessenen Wert sind die folgenden:

- 1° die Aufrechterhaltung der Qualität;
- 2° die Verbesserung der Qualität;
- 3° die Entwicklung der differenzierten Qualität;
- 4° die Entwicklung der Qualitätskriterien;
- 5° die Einführung von Referenzsystemen für differenzierte Qualität mit Lastenheften;
- 6° Analysen;

7° jede andere Maßnahme zur Unterstützung der Qualitätsproduktion, zur Steigerung des Handelswerts des Erzeugnisses, zur Erzeugung unter Berücksichtigung der Anforderungen der Kultur und des globalen Marktes, zur Aufwertung der Endprodukte zu ihrem angemessenen Wert.

§ 8. Die in Artikel 15 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannten Maßnahmen zur Umsetzung von Rückverfolgbarkeits- und Zertifizierungssystemen sind die folgenden:

- 1° die Kosten für Analysen und Qualitätskontrollen der Primärproduktionsfaktoren;
- 2° die Kosten für Analysen und Qualitätskontrollen der frischen oder primär verarbeiteten Erzeugnisse;
- 3° die Kosten für externe Audits und für die Zertifizierung zur Erfüllung eines über die gesetzlichen Anforderungen hinausgehenden Lastenhefts auf der Ebene der Betriebe der angeschlossenen Erzeuger und auf dem/den Betriebsgelände(n) der Erzeugerorganisation;
- 4° jede andere Maßnahme zur Umsetzung der Rückverfolgbarkeits- und Zertifizierungssysteme.

§ 9. Die in Artikel 15 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannten Maßnahmen zur Abschwächung des Klimawandels und zur Anpassung an den Klimawandel, um die Treibhausgasemissionen zu senken und die Widerstandsfähigkeit gegenüber dem Klimawandel zu erhöhen, sind die folgenden:

- 1° die Einführung von angepassten Produktionsmethoden;
- 2° die Teilnahme an Forschungsprojekten;
- 3° die Erprobung von Anbaupraktiken;
- 4° die Verwendung von umweltfreundlichen Verpackungen;
- 5° die Verwendung von Instrumenten zur Optimierung der Logistik;
- 6° jede andere Maßnahme, die auf die Abschwächung des Klimawandels und die Anpassung an den Klimawandel abzielt.

In Bezug auf die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten angepassten Produktionsmethoden kann es sich um das Wiederaufpflanzen von Obstgärten handeln, sofern der Begünstigte die Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/2031 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2016 über Maßnahmen zum Schutz vor Pflanzenschädlingen, zur Änderung der Verordnungen (EU) Nr. 228/2013, (EU) Nr. 652/2014 und (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinien 69/464/EWG, 74/647/EWG, 93/85/EWG, 98/57/EG, 2000/29/EG, 2006/91/EG und 2007/33/EG des Rates einhält. Darüber hinaus dürfen die förderfähigen Ausgaben 20 % der Gesamtausgaben des operationellen Programms nicht übersteigen.

§ 10. In Krisensituationen hat die Organisation die Möglichkeit, einen Fonds auf Gegenseitigkeit einzurichten, der in Artikel 15 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 erwähnt wird. Die Höhe dieser Kosten ist aus Gründen der Förderfähigkeit auf einen bestimmten Prozentsatz des Wertes des gebildeten Fonds begrenzt. Dieser Prozentsatz beläuft sich auf maximal:

- 1° auf 20 % des Beitrags des Begünstigten zum Kapital des Fonds im ersten Jahr;
- 2° auf 16% des Beitrags des Begünstigten zum Kapital des Fonds im zweiten Jahr;
- 3° auf 8 % des Beitrags des Begünstigten zum Kapital des Fonds im dritten Jahr.

Dabei kann es sich um die Kosten für die Eröffnung und Führung eines Kontos sowie um die Kosten für das mit der Verwaltung des Fonds beauftragte Personal handeln. Das operationelle Programm kann nicht zur Einrichtung des Fonds selbst verwendet werden. Der Betrag der Kosten wird einmalig und nur in den ersten drei Jahren gezahlt.

Der Fonds auf Gegenseitigkeit wird auf einem Sperrkonto eingerichtet. Er wird freigegeben, wenn die in Paragraph 12 genannte Krisensituation festgestellt wird.

§ 11. In der in Paragraph 12 genannten Krisensituation kann der Begünstigte jede in Artikel 15 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 genannte Förderungs- und Kommunikationsmaßnahme, die die Verbraucher dazu anregt, die Erzeuger zu unterstützen, durch das operationelle Programm übernehmen lassen.

§ 12. In Anwendung von Artikel 15 Paragraph 1 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 ist die Krisensituation die Situation, die vom Minister abhängig von den Marktpreisen und den offiziellen meteorologischen Daten anerkannt wird.

**Art. 5** - In Anwendung von Artikel 19 Paragraph 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 erfolgt die Auszahlung der Beihilfe nach den vorgesehenen Verwaltungskontrollen in Jahrestanchen.

Die Höhe der in Anwendung von Absatz 1 ausgezahlten Jahrestanchen entspricht dem Verhältnis zwischen dem gemäß Artikel 19 Paragraph 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 ermittelten Betrag der Beihilfe und der Laufzeit des operationellen Programms.

**Art. 6** - In Anwendung von Artikel 19 Paragraph 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 belaufen sich die Verwaltungs- und Personalkosten auf 25 Euro brutto pro Stunde mit einer Höchstzahl von 1720 jährlich geleisteten Stunden pro Vollzeitkraft. Wenn das Personal teilzeitbeschäftigt ist, wird ein anteiliger Betrag entsprechend der Arbeitszeit berechnet.

**Art. 7** - In Anwendung von Artikel 31 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 reicht die anerkannte Organisation bei der in Artikel 8 genannten zuständigen Dienststelle einen Antrag auf Ausdehnung der Vorschriften ein, der mindestens die folgenden Elemente enthält:

- 1° die Identifizierung der Organisation und des betroffenen Sektors;
- 2° den Nachweis dafür, dass die Organisation in der Wallonischen Region als repräsentativ gilt;
- 3° die Vereinbarungen, Beschlüsse oder aufeinander abgestimmten Praktiken, deren Ausdehnung sie sich erwünscht, sowie die Begründung des Antrags;
- 4° den Anwendungszeitraum;

Den in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Nachweis dafür, dass die Organisation als repräsentativ gilt, erhält man, indem man ein Verhältnis beurteilt, das durch Vergleich der Anzahl der Mitglieder und der Anzahl der Erzeuger des betreffenden Produkts berechnet wird. Das Verhältnis erreicht 97 %, um als repräsentativ zu gelten.

**Art. 8** - In Anwendung von Artikel 37 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 wird die Zahlstelle für die Wallonie der Verwaltung als zuständige Dienststelle für die in den Ziffern 1 bis 3, 5 und 6 vorgesehenen Aufgaben bestimmt. Die Abteilung europäische Politik und internationale Abkommen der Verwaltung wird als zuständige Dienststelle bestimmt, die mit der in Ziffer 4 des genannten Erlasses vorgesehenen Aufgabe beauftragt ist.

Namur, den 10. März 2023



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42750]

**10 MAART 2023. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's**

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/891 van de Commissie van 13 maart 2017 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de sectoren groenten en fruit en verwerkte groenten en fruit en tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de in deze sectoren toe te passen sancties en tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 543/2011 van de Commissie;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantifonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieueconditie (GLMC);

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.195, D.242 en D.242;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's, de artikelen 1, 8°, 4, tweede lid, 6, 15, § 1, tweede lid en derde lid, 19, § 2, 31, eerste lid, en 37;

Gelet op het rapport van 18 november 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 november;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke Regeringen en de Federale Overheid, gepleegd op 15 december 2022 ;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023" het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's.

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023, moet de aanvrager, om als organisatie te worden erkend:

1° bestaan uit ten minste vijftien producenten;

2° een minimale verkoopbare productiewaarde van 300.000 euro hebben;

3° bij de uitvoering van een operationeel programma beschikken over een verkoopbare productiewaarde van ten minste 500.000 euro.

Als het gaat om organisaties die zich bezighouden met kleinschalige productie, is het eerste lid geen belemmering voor de erkenning. L'Er wordt verstaan onder kleinschalige productie, de minimumwaarde van de afgezette productie van hoogstens 100.000 euro.

**Art. 3.** Overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 bepalen de organisaties in hun statuut, om voor de erkenning in aanmerking te komen, dat ze voor minimum één jaar worden opgericht worden.

**Art. 4.** § 1. Overeenkomstig artikel 15, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023, worden de acties bedoeld bij artikel 15, § 1, tweede lid, 1°, van hetzelfde besluit, de volgende:

1° rooiing van boomgaarden en struiken die de ontwikkeling en duurzaamheid van de keten mogelijk maken;

2° de aankoop van experimenteel materiaal, uitrusting voor veld- of laboratoriumproeven en deelname aan onderzoek of experimentele kosten, met name in het geval van nieuwe productiemethoden voor duurzame productie:

a) tegen de schadelijke organismen;

b) om het milieu te beschermen, goede praktijken te ondersteunen, acties te ontwikkelen die gunstig zijn voor het milieu, pesticiden te verminderen en alternatieve methoden te gebruiken;

3° de ontwikkeling of aanpassing van software of de oprichting van een internet- of intranetsite waarmee informatie kan worden uitgewisseld tussen de leden en de beheerders van de producentenorganisaties, en de afzet die een efficiënte en snelle planning en afzet, alsmede een volledige traceerbaarheid van de producten mogelijk maken;

4° het

a) beheer van afval van teeltpraktijken;

b) milieubeheer van groenafval op het bedrijf of op de biotoop;

c) milieubeheer van niet-groen afval;

d) beheer van een globaal project voor de selectieve inzameling van groen en niet-groen afval tijdens de verwerking van producten op de biotoop;

5° elke andere investering in materiële of immateriële activa in onderzoek en experimentele en innoverende productiemethoden.

De begunstigde behoudt de eigendom en het bezit van de investering gedurende minstens vijf jaar vanaf de datum van verwerving of terbeschikkingstelling overeenkomstig artikel 11, § 1, eerste lid, b), van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021. Hij neemt de aard, de doelstellingen en het gebruik van de investering bedoeld in zijn operationeel programma in acht.

§ 2. De handelingen van adviesdiensten en technische bijstand, studies en diagnoses die de implementatie van kwaliteitsborgingssystemen ondersteunen en die het mogelijk maken om één of meer van de milieueffecten bedoeld in artikel 15, § 1, tweede lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 te bereiken, zijn:

1° de vermindering van het gebruik van chemische bestrijdingsmiddelen;

2° de vermindering van de residuen;

3° de biologische productie;

4° de nieuwe teelttechnieken;

5° het richt- en snoeisysteem;

6° de productiemethoden die de impact van de klimaatverandering verminderen;

7° de praktijken die gunstig zijn voor biodiversiteit;

8° elke andere handeling van adviesdiensten en technische bijstand, studie en diagnose die de implementatie van kwaliteitsborgingssystemen ondersteunen en die het mogelijk maken om één of meer van de milieueffecten te bereiken.

§ 3. De volgende opleidingsacties, met inbegrip van begeleiding en uitwisseling van goede praktijken bedoeld in artikel 15, § 1, tweede lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 zijn:

1° IT-instrumenten die de doelstellingen van maatregelen inzake productieplanning en logistiek en verbetering van de afzet nastreven;

2° milieuvriendelijker productiemethoden, zoals biologische landbouw, geïntegreerde productie of geïntegreerde bestrijding van plagen, alsmede andere milieukwesties, waaronder biodiversiteit, praktijken die de klimaatverandering verzachten en zich daaraan aanpassen;

3° productkwaliteiten, met inbegrip van residuen van bestrijdingsmiddelen;

4° handelspraktijk;

5° elke andere opleidingsactie, met inbegrip van de begeleiding en uitwisseling van goede praktijken.

§ 4. De in artikel 15, § 1, tweede lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 bedoelde acties in het kader van de biologische of geïntegreerde productie die dienen om de sector op dit soort productie te oriënteren en deze te bevorderen, zijn:

1° het gebruik van gecertificeerde zaaigoed en planten;

2° de oprichting, uitbreiding, modernisering of het beheer van een waarschuwingsnetwerk;

3° de aankoop van klein materieel, klein gereedschap, producten en hulpmiddelen voor de teelt bestemd om het gebruik van chemische middelen te beperken of te vervangen;

4° de bestrijding van ziekten en plagen door:

a) het gebruik van biologische producten of alternatieve of aanvullende methoden voor chemische bestrijdingsmiddelen;

b) het gebruik van producten die nul tot maximaal twee soorten residuen achterlaten;

c) het gebruik van antagonistische schimmels als alternatief voor het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen;

5° diversificatie van groentegewassen;

6° mulch in boomgaarden en biologisch afbreekbare of herbruikbare mulch in groenteteelt;

7° begrazing in boomgaarden;

8° het gebruik van het waarschuwingsnetwerk;

9° het plaatsen van omheiningen;

10° de verbetering van de bestuiving voor de kwaliteit van de producties en de natuurlijke biologische bestuiving op het veld;

11° steun voor de instandhouding van bedreigde plantenrassen;

12° steun aan productiesystemen met een hoog ecologisch potentieel, zoals pre-boomgaarden;

13° de bestrijding van geluids- en geurhinder;

14° het verkrijgen of handhaven van erkende milieuprocedures;

15° elke andere actie in het kader van de biologische of geïntegreerde productie die erop gericht is de sector in die richting te sturen.

De producentenorganisatie moet gedurende een periode van vijf jaar in haar operationeel programma een biologisch productiedossier naleven. Bij gebreke daarvan, handhaaft zij de actie in een volgend programma om het minimum van vijf jaar te bereiken.

Bovendien komt een certificering van de productie door een door de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie erkende instelling tussen om de uitgaven subsidiabel te maken.

§ 5. De acties die worden ondernomen om de duurzaamheid en de efficiëntie van het vervoer en de opslag van producten te verbeteren waardoor de uitstoot van broeikasgassen bedoeld in artikel 15, § 1, tweede lid, 5<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 kan worden verminderd, zijn:

- 1° optimalisering van de opslag met ruimtebeheer;
- 2° optimalisering van de logistiek en het vervoer van het bedrijf naar de plaats van verwerking en verpakking;
- 3° gebruik van duurzame verpakking;
- 4° verbetering van de energetische doeltreffendheid;
- 5° elke andere actie die wordt ondernomen om de duurzaamheid en de efficiëntie van het vervoer en de opslag van producten te verbeteren waardoor de uitstoot van broeikasgassen kan worden verminderd.

§ 6. De acties bedoeld in artikel 15, § 1, tweede lid, 6<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 hebben betrekking op:

- 1° communicatie-, bevorderings- en publiciteitskosten om het "PO" meer bekendheid te geven, met name op:
  - a) de streek;
  - b) de variëteiten;
  - c) de gedifferentieerde kwaliteit;
  - d) voedings- en organoleptische eigenschappen;
  - e) de seizoensgebondenheid;
  - f) nieuwe milieuvriendelijke productiemethoden;
  - g) de verscheidenheid aan productiemethoden en producentenprofielen;
  - h) de biologische productie;
- 2° de kosten van deelname aan congressen;
- 3° de creatie van specifieke logo's;
- 4° de creatie of ontwikkeling van een commerciële website;
- 5° de kosten van marktonderzoek;
- 6° elke andere bevorderings-, communicatie- en afzetactie.

Met de in het eerste lid bedoelde acties wordt ten minste één van de volgende doelstellingen nagestreefd:

- 1° stimuleren van de vraag van de verbruikers;
- 2° bevordering van de gewestelijke productie;
- 3° bevordering van de gewestelijke consumptie;
- 4° versterking van de zichtbaarheid van Waalse producten in korte en lange circuits;
- 5° bevordering van de bijzonderheden, de differentiatie en de segmentering van de producten.

§ 7. De acties die het mogelijk maken de kwaliteitsproductie te ondersteunen, de handelswaarde van het product te verhogen, te produceren met inachtneming van de eisen van de cultuur en de wereldmarkt, de eindproducten te valoriseren tegen hun reële waarde bedoeld in artikel 15, § 1, tweede lid, 7<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023, zijn:

- 1° handhaving van de kwaliteit ;
- 2° de verbetering van de kwaliteit;
- 3° de ontwikkeling van gedifferentieerde kwaliteit;
- 4° de evolutie van de kwaliteitscriteria;
- 5° het opzetten van gedifferentieerde kwaliteitsreferentiesystemen met productiedossiers;
- 6° analyses;

7° elke andere actie die het mogelijk maakt de kwaliteitsproductie te ondersteunen, de handelswaarde van het product te verhogen, te produceren met inachtneming van de eisen van de cultuur en de wereldmarkt, de eindproducten te valoriseren tegen hun reële waarde.

§ 8. De in artikel 15, § 1, tweede lid, 8<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 bedoelde acties voor de uitvoering van traceerbaarheids- en certificeringssystemen zijn:

- 1° de kosten van analyses en kwaliteitscontroles van primaire productiefactoren;
- 2° de kosten van analyses en kwaliteitscontroles van verse producten of producten die een eerste bewerking hebben ondergaan;
- 3° de kosten van externe audits en certificering om te voldoen aan specificaties die verder gaan dan de wettelijke voorschriften, op het niveau van de bedrijven van de aangesloten producenten en op de bedrijfslocatie(s) van de producentenorganisatie;
- 4° elke andere actie om traceerbaarheids- en certificeringssystemen in te voeren.

§ 9 De in artikel 15, § 1, tweede lid, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 bedoelde acties gericht op de beperking van en de aanpassing aan de klimaatverandering, teneinde de uitstoot van broeikasgassen te verminderen en de veerkracht tegen de klimaatverandering te vergroten, zijn:

- 1° de uitwerking van aangepaste productiemethoden;
- 2° de deelname aan onderzoeksprojecten;
- 3° het testen van teeltmethoden;
- 4° het gebruik van ecologische verpakkingen;
- 5° het gebruik van instrumenten om de logistiek te optimaliseren;
- 6° elke andere actie gericht op de beperking van en de aanpassing aan klimaatverandering.

Voor wat betreft de aangepaste productiemethoden, bedoeld in paragraaf 1, 1°, kan het gaan om herbepanting van boomgaarden op voorwaarde dat de begunstigde voldoet aan de bepalingen van Verordening (EU) nr. 2016/2031 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 betreffende beschermende maatregelen tegen plaagorganismen bij planten, tot wijziging van de Verordeningen (EU) nr. 228/2013, (EU) nr. 652/2014 en (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van de Richtlijnen 69/464/EEG, 74/647/EEG, 93/85/EEG, 98/57/EG, 2000/29/EG, 2006/91/EG en 2007/33/EG van de Raad. Daarnaast bedragen de subsidiabele uitgaven niet meer dan 20% van de totale uitgaven van het operationele programma.

§ 10. Bij crisissituatie kan de organisatie een onderling fonds als bedoeld in artikel 15, § 1, tweede lid, 10°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 oprichten. Het bedrag van die kosten is, om subsidiabel te zijn, beperkt tot een bepaald percentage van de waarde van het opgerichte fonds. Dit percentage bedraagt hoogstens:

- 1° 20% van de bijdrage van de begunstigde in het kapitaal van het fonds in het eerste jaar;
- 2° 16% van de bijdrage van de begunstigde in het kapitaal van het fonds in het tweede jaar;
- 3° 8% van de bijdrage van de begunstigde in het kapitaal van het fonds in het derde jaar.

Dit kan gaan om de kosten voor het openen en het beheer van de rekening alsook de kosten van het personeel belast met het beheer van het fonds. Het operationele programma kan niet worden gebruikt om het fonds zelf op te richten. Het bedrag van de kosten wordt slechts eenmaal gestort en enkel gedurende de eerste drie jaar.

Het onderlinge fonds wordt opgericht op een geblokkeerde rekening. Het wordt vrijgegeven wanneer de crisissituatie als bedoeld in paragraaf 12 wordt erkend.

§ 11. Bij crisissituatie, zoals bedoeld in paragraaf 12, kan de begunstigde elke bevorderings- en communicatieactie die de verbruikers ertoe aanzet de producenten te steunen, als bedoeld in artikel 15, § 1, tweede lid, 11°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023, door het operationeel programma laten betalen.

§ 12. In toepassing van artikel 15, § 1, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023, is de crisissituatie de situatie die door de minister wordt erkend op basis van de marktprijzen en de officiële meteorologische gegevens.

**Art. 5.** Overeenkomstig artikel 19, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 wordt de steun na de voorgeschreven administratieve controles in jaarlijkse schijven uitbetaald.

Het bedrag van de overeenkomstig het eerste lid betaalde jaarlijkse schijven stemt overeen met de verhouding tussen het bedrag van de steun vastgesteld overeenkomstig artikel 19, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 en de duur van het operationele programma.

**Art. 6.** Overeenkomstig artikel 19, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 bedragen de administratieve en personeelskosten 25 euro bruto per uur met een maximum van 1720 gewerkte uren per voltijdse persoon per jaar. Wanneer het personeel deeltijds werkt, wordt een pro rata bedrag berekend naar gelang van de gewerkte tijd.

**Art. 7.** Overeenkomstig artikel 31, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 dient de erkende organisatie bij de in artikel 8 bedoelde bevoegde dienst een aanvraag tot uitbreiding van de voorschriften in, die minstens de volgende elementen bevat:

- 1° de identificatie van de organisatie en de betrokken sector;
- 2° het bewijs van de representativiteit van de organisatie in het Waalse Gewest;
- 3° de akkoorden, beslissingen of onderling afgestemde feitelijke gedraging waarvan ze de uitbreiding wenst alsook de motivering van de aanvraag;
- 4° de toepassingsperiode.

Het bewijs van de in het eerste lid, 2°, bedoelde representativiteit wordt beoordeeld aan de hand van een verhouding die wordt berekend door het aantal leden te vergelijken met het aantal producenten van het betrokken product. De verhouding bereikt 97% om representatief te zijn.

**Art. 8.** Overeenkomstig artikel 37 van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 wordt het Waalse betaalorgaan van de administratie aangewezen als de bevoegde dienst belast met de opdrachten bedoeld in de punten 1° tot 3°, 5° en 6°. Het Departement Europees Beleid en Internationale Overeenkomsten van de Administratie is aangewezen als bevoegde dienst belast met de opdracht bedoeld in punt 4° van bedoeld besluit.

Namen, 10 maart 2023.